

Elisabeth MORIN-CHARTIER

Députée au Parlement européen
Questeur
Membre de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales

À Poitiers, le 10 mars 2017

Monsieur le Premier ministre
François FILLON
Les Républicains
238, rue de Vaugirard
75015 Paris

Monsieur le Premier ministre,

Je tiens à attirer votre attention sur une question importante qui commence à faire son chemin dans le cadre de la campagne pour la prochaine élection présidentielle : la clause « Molière ».

Depuis plusieurs mois, un certain nombre de collectivités territoriales, qu'elles soient gérées par la droite comme par la gauche, ont mis en place cette clause qui impose l'utilisation de la langue française sur les chantiers. En tant que rapporteur pour le Parlement européen sur la révision de la Directive sur les travailleurs détachés, je tiens à vous faire part de mes vives inquiétudes quant à cette mesure.

Il est illusoire de penser que nous réglerons les problématiques de l'emploi en nous repliant sur nous-même. Qui plus est, cette clause est également un danger pour les travailleurs détachés français qui sont presque 200.000 à l'étranger : que se passerait-il si, en mesure de rétorsion, nos partenaires européens décidaient de ne plus recourir à l'expertise française sous prétexte qu'elle ne maîtriserait pas la langue nationale ?

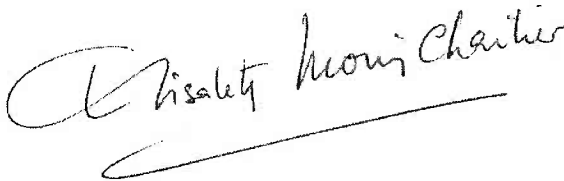
L'identité de notre famille politique se base sur l'impératif de responsabilité : c'est ce qui nous différenciera toujours des dérivés du socialisme et des délires du Front National. Dès lors, nous ne devons pas céder à la pression. Vous avez vous-même fait preuve d'une immense capacité de résilience face à l'adversité dans les fonctions que vous avez remplies. Cette clause va à l'encontre de tous nos engagements européens depuis la création de l'Europe par ses Pères fondateurs : la liberté de circulation des citoyens et des travailleurs. Il serait irresponsable de conduire notre pays dans cette impasse juridique. Pour ma part, je ne laisserai pas cette clause finir d'enterrer les valeurs européennes portées par Jean Monnet et Robert Schuman.

Le repli sur soi est le chemin de l'abdication : nous ne pouvons nous permettre de l'emprunter. Le problème des travailleurs détachés existe, c'est un fait. Je m'emploie chaque jour au niveau européen à l'amélioration des règles pour à la fois mettre fin au dumping social, qui tue l'emploi, et créer des conditions équitables de concurrence pour nos entreprises. J'ai au cœur la valeur du travail, je ne me résignerai pas à la fausse solution de la facilité.

Vous êtes le candidat de notre famille politique, vous portez nos valeurs devant le suffrage des Français et je suis fermement engagée à vos côtés. Nous, la Droite et le Centre, avons la responsabilité immense de redresser la France. Nous ne devons pas tomber dans le piège du repli nationaliste dans lequel le Front National veut enfermer notre pays. Pour être cohérent avec l'héritage de notre Histoire et pour tenir le cap de notre avenir, la France doit continuer de rayonner par son ouverture.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Elisabeth MORIN-CHARTIER

A handwritten signature in cursive script, reading "Elisabeth Morin-Chartier". The signature is written in black ink and is positioned above a horizontal line that serves as a separator.